

**ASSOCIATION REGIONALE POUR LA
PROMOTION DES ACTIONS DE SANTE
(A.R.P.A.S)**

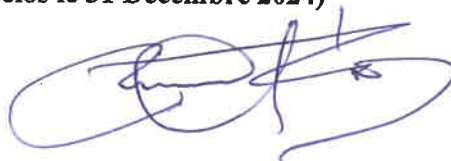
SIEGE SOCIAL : 19 Avenue Auguste RENOIR

06800 CAGNES SUR MER

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

- **RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

(Exercice clos le 31 Décembre 2024)

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé (A.R.P.A.S)

Siège social : 19 Avenue Auguste RENOIR - 06800 Cagnes sur Mer

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association « ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DES ACTIONS DE SANTE » (A.R.P.A.S),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 28 mai 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DES ACTIONS DE SANTE » (A.R.P.A.S), relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association « ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DES ACTIONS DE SANTE » (A.R.P.A.S) à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau du conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

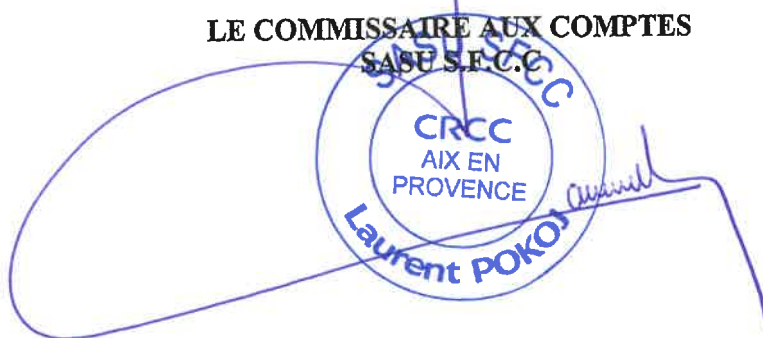
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT A FREJUS
Le 5 mai 2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
SASU S.F.C.C.



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	2 943	2 943		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	34 717	13 557	21 160	
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	4 530		4 530	4 530
Total I	42 190	16 501	25 690	4 530
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	59 710		59 710	38 675
Autres créances	129 331		129 331	82 229
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	50 000		50 000	
Disponibilités	307 337		307 337	387 194
Charges constatées d'avance	4 933		4 933	2 213
Total II	551 312		551 312	490 311
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	593 502	16 501	577 002	494 841
Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

	20 31/12/2024	20 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	22 787	
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	378 823	382 350
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	3 188	784
Situation nette (sous-total)	404 798	383 134
Total I	404 798	383 134
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	61 794	13 600
Total II	61 794	13 600
PROVISIONS		
Provisions pour charges	5 000	3 334
Total III	5 000	3 334
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 119	6 568
Dettes fiscales et sociales	73 885	69 855
Autres dettes	5 056	50
Produits constatés d'avance	17 350	18 300
Total IV	105 410	94 773
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	577 002	494 841
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	105 410	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	380	0,04	400	0,05	-20	-5,00
Ventes de biens et de services	239 205		225 025		14 180	6,30
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	239 205	27,62	225 025	28,89	14 180	6,30
Produits de tiers financeurs	626 625		553 422		73 202	13,23
Concours publics et subventions d'exploitation	626 625	72,34	553 022	71,01	73 602	13,31
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public			400	0,05	-400	-100,00
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	12 770	1,47	17 012	2,18	-4 242	-24,93
Utilisation des fonds dédiés	13 600	1,57			13 600	
Autres produits			1			-48,61
Total I	892 580	103,04	795 860	102,18	96 720	12,15
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	293 831	33,92	282 912	36,32	10 920	3,86
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	22 454	2,59	21 196	2,72	1 258	5,94
Salaires et traitements	360 412	41,61	338 888	43,51	21 545	6,36
Charges sociales	149 823	17,30	135 890	17,45	13 933	10,25
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	2 108	0,24	107	0,01	2 001	NS
Dotations aux provisions	1 666	0,19	5 119	0,66	-3 453	-67,46
Reports en fonds dédiés	61 794	7,13	13 600	1,75	48 194	354,37
Autres charges	2		1		2	283,16
Total II	892 090	102,99	797 692	102,42	94 398	11,83
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	491	0,06	-1 832	-0,24	2 322	-126,80
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	2 712	0,31	2 615	0,34	97	3,71
Repr. / provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	2 712	0,31	2 615	0,34	97	3,71
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 712	0,31	2 615	0,34	97	3,71
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	3 203	0,37	784	0,10	2 420	308,75
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg						
Total V						

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	15				15	
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
Total VI	15				15	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-15				-15	
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	895 293	103,36	798 475	102,52	96 817	12,13
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	892 105	102,99	797 692	102,42	94 413	11,84
EXCEDENT OU DEFICIT	3 188	0,37	784	0,10	2 405	306,83
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature	1 501		1 401		100	7,14
Bénévolat						
TOTAL	1 501		1 401		100	7,14
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite	1 501		1 401		100	7,14
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL	1 501		1 401		100	7,14



COMPTES ANNUELS REGLEMENT 2018-06

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe



Cegid
Group

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ARPAS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 577 002 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 3 188 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé (ARPAS)

Objet social :

La promotion d'actions de recherche, de formation, de prévention en santé globale.

D'organiser des séminaires, des colloques, des réunions, des manifestations visant à concrétiser le but de l'association.

D'assurer un rôle de conseil auprès d'organismes publics ou privés.

Activités :

- PAEJ/PSJ - Point Accueil Ecoute Jeunes/Prévention Santé Jeunes :

Accueil, accompagnement, orientation des jeunes âgés de 11 à 25 ans et leurs parents

- IPDJ - Interventions Prévention Délinquance Jeunes

Suivi, accompagnement des jeunes âgés de 15 à 25 ans et leurs parents

- IPSE - Interventions Prévention Santé Enfance

Observation, diagnostic et appui technique des professionnels en charge des enfants âgés de 3 mois à 10 ans

- CPCA - Centre de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales

Animation du CPCA départemental

Animation de stage judiciaire; accompagnement thérapeutique et les suivis "obligation de soin", accompagnement social

- PAEA - Point Accueil Ecoute Adultes

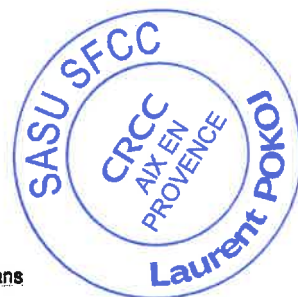
Accompagnement et suivi des adultes, lutte en situation de vulnérabilité psychique en vue de leur accès à l'emploi

- Accompagnement spécialisé enfants-parents :

1) SEPAM - Service Enfants-Parents en Accompagnement Médialisé

2) SAPAC - Service Accompagnement Parents Adolescents en Crise

3) UTNEA - Unité de Traitement Neuropsychologique Enfants Adolescents



Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Règles et méthodes comptables

- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'ARPAS a reçu de l'Association Monégasque LES ENFANTS DE FRANKIE - 20 Bd Rainier III - 98000 MONACO

des donations matérielles à savoir :

En date du 26 avril 2024 deux réhausseurs et un siège auto pour une valeur de 459.97 €

En date du 16 juillet 2024 d'un véhicule neuf DACIA JOGGER 7 places d'une valeur de 22 326.76 €.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des Immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 943			2 943
Immobilisations incorporelles	2 943			2 943
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 450			11 450
- Matériel de transport		22 327		22 327
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		940		940
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	11 450	23 267		34 717
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 530			4 530
Immobilisations financières	4 530			4 530
ACTIF IMMOBILISE	18 923	23 267		42 190



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 943			2 943
Immobilisations incorporelles	2 943			2 943
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 450			11 450
- Matériel de transport		2 047		2 047
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		61		61
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	11 450	2 108		13 557
ACTIF IMMOBILISE	14 393	2 108		16 501



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 198 504 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	4 530		4 530
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	59 710	59 710	
Autres	129 331	129 331	
Charges constatées d'avance	4 933	4 933	
Total	198 504	193 974	4 530
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	18 685
Divers - produits à recevoir	2 326
Total	21 011



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise			22 787		22 787
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	382 350	784		4 311	378 823
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales					
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	784	-784	3 188		3 188
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	383 134		25 975	4 311	404 798
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	383 134		25 975	4 311	404 798



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	3 334				5 000
Total	3 334				5 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 666	4 311		
Financières					
Exceptionnelles		61 794	13 600		



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 105 410 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (**)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 119	9 119		
Dettes fiscales et sociales	73 885	73 885		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	5 056	5 056		
Produits constatés d'avance	17 350	17 350		
Total	105 410	105 410		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(**) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	5 543
Dettes provis. pr congés à payer	22 667
Charges sociales s/congés à payer	8 072
Organismes sociaux à payer	2 803
Charges fiscales s/congés à payer	1 036
Divers - charges à payer	56
Total	40 177

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	4 933		
Total	4 933		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	17 350		
Total	17 350		



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 624 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation



Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 83 212 euros.

- Christophe AUROUET - Directeur Général : 83 212 euros.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	1 501	1 401
Dons en nature		
Total	1 501	1 401
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	1 501	1 401
Prestations		
Personnel bénévole		
Total	1 501	1 401

Locaux mis à disposition à titre gratuit à ARPAS

Il a été valorisé par les villes la contribution volontaire en nature :

- Ville de CANNES pour 591.16 €, la mise à disposition a commencé le 1er décembre 2020.
- Ville de GRASSE pour 141.18 €, la mise à disposition a commencé à partir de l'année 2015.
- Ville de SAINT-LAURENT-DU-VAR pour 300 €, la mise à disposition a commencé à partir de l'année 2015.
- Ville de CARROS pour 469 €, la mise à disposition a commencé à partir de l'année 2019.

Malgré notre courrier la Ville de VENCE n'a pas valorisée la contribution volontaire en nature au 31/12/2024, il a été impossible de procéder à la comptabilisation sur l'exercice 2024.

Par locaux il faut entendre mise à disposition d'un bureau, la surface étant très faible le montant de la contribution est non significative.



Autres informations

Fonds dédiés

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
PAEJ	1 900	1 900	1 900		10 485	10 485	10 485
CPCA	2 300	2 300	2 300		3 876	3 876	3 876
REAPP	5 000	5 000	5 000		4 014	4 014	4 014
PLIE	1 500	1 500	1 500		101	101	101
CONTRAT VILLE C	300	300	300		1 235	1 235	1 235
FIDP PJJ	600	600	600		4 579	4 579	4 579
PREV ENFANCE SL					1 875	1 875	1 875
CONTRAT VILLE M					1 854	1 854	1 854
FIDP STAGES VIF					8 765	8 765	8 765
FIDP PREV VIF					932	932	932
PREV SANTE JEUN					1 287	1 287	1 287
FIDP PREV JEUNE					22 691	22 691	22 691
POLITIQUE VILLE V							
Total	11 600	11 600	11 600		61 794	61 794	61 794



Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé (A.R.P.A.S)

Siège social : 19 Avenue Auguste RENOIR - 06800 Cagnes sur Mer

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de l'association « ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DES ACTIONS DE SANTE » (A.R.P.A.S),

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

FAIT A FREJUS

Le 5 mai 2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

SASU S.F.C.C

